

VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL

MENACES SUR LE RIZ LOCAL



5 RECHERCHE AGRICOLE



"Le FNRAA a financé plus de 100 projets sur la recherche stratégique, recherche-développement, la mise au point de technologies et les semences pour de plus de six milliards de F cfa", ré-
vèle son DG Pape N. Sall DG.

LIRE PAGE 5

EditoRural

Exploitation familiale !

L'année 2014, a été décrétée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) année internationale de l'exploitation familiale. Que de chemins parcourus par les exploitants familiaux à travers les sentiers vicinaux des campagnes Sénégalaises. Que de réflexions et de luttes, que de concertations et de négociations pour arriver à une reconnaissance des exploitations familiales, définies par la FAO comme des exploitations qui font appel aux membres de leur famille pour leur gestion et main-d'œuvre. Les exploitations familiales dont compte dans le monde 500 millions, selon la FAO, demeurent ainsi la forme dominante d'agriculture dans les pays développés comme en développement. Elles jouent un rôle important dans la réduction de la faim et de la pauvreté rurale

C'est pour marquer en lettres d'or cette reconnaissance, que l'Institution onusienne pour l'Alimentation et l'Agriculture a décrété 2014 Année Internationale de l'Agriculture familiale (AIAF). Au siège des Nations Unies à New York, le lancement officiel a été célébré le 22 novembre dernier.

LIRE SUITE PAGE 4

OIT : Des journalistes à l'école du travail décent 4



Vœux de nouvel An : Macky annonce une pluie de milliards pour l'Agriculture 6

L'équipe du journal AGRI Infos souhaite à l'ensemble de ses Lecteurs (trices), partenaires et collaborateurs une **BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 2014.**

Merci de nous faire confiance ! DEWENATI

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : "L'Afrique de l'Ouest a tout le potentiel pour renforcer son secteur agricole", selon la FAO et le FIDA

(Jade/Syfia) - D'après une étude publiée mi-décembre à Rome (Italie) par la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA), "il est essentiel de stimuler la productivité, d'encourager la compétitivité et d'assurer aux petits agriculteurs un meilleur accès aux marchés pour permettre à l'Afrique de l'Ouest de réaliser pleinement son potentiel agricole". C'est ce que disent les experts des deux organismes qui soutiennent l'Agriculture en Afrique de l'Ouest. Selon un document de la FAO, la publication, intitulée "Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest", présente une série d'études de cas menées avec succès grâce à l'intensification des investissements de la région dans le développement agricole, suite à la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. L'ouvrage fait valoir que les pays auraient beaucoup à gagner d'un soutien des politiques plus ciblé sur le développement de l'agriculture dans son ensemble et d'une meilleure coordination entre producteurs, industrie privée, secteur public et financier. "Bien que certains pays d'Afrique de l'Ouest s'en tirent mieux que d'autres, la région est en retard par rapport à d'autres régions d'Afrique pour ce qui est des infrastructures de base, des investissements, de la recherche-développement et de la transformation agricole", explique M. Aziz Elbehri, Économiste principal à la FAO, qui a dirigé la publication.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (Bis) : Cultures vivrières de base

L'ouvrage indique que la région devrait consacrer plus d'efforts au développement de ses filières alimentaires de base, dédaignées par le passé au profit d'autres produits de base destinés à l'exportation. "Compte tenu de leurs multiples utilisations possibles, le maïs et le manioc - desquels dépend en grande partie la sécurité alimentaire de l'Afrique de l'Ouest - pourraient être le pivot d'une industrie agro-alimentaire prospère", suggère la publication. La région souffre d'un énorme déficit de production rizicole puisqu'elle importe actuellement 70% du riz qu'elle consomme, ce qui n'est pas viable. Quant aux rendements du sorgho et du mil, décisifs pour la sécurité alimentaire de 100 millions d'habitants du Sahel, ils pourraient doubler, voire tripler si l'on améliorait les variétés de semences et les engrais. Mais il ne suffit pas de donner aux exploitants les moyens d'augmenter le rendement de leurs cultures vivrières de base, souligne encore l'ouvrage. "Pourquoi les agriculteurs augmenteraient-ils leur production s'ils ne peuvent pas vendre leurs cultures du fait d'importations moins chères et facilement disponibles?", s'interroge M. Elbehri. "Pour améliorer la compétitivité des cultures locales et augmenter leur part sur le marché de la consommation, il faut des mesures d'incitation émanant des pouvoirs publics et du marché", propose-t-il. L'ouvrage souligne également l'importance d'intensifier les investissements dans des produits d'exportation comme le coton, le café et le cacao qui contribuent pour une large part aux revenus et à l'emploi. Il suggère en outre que la filière des fruits et légumes tropicaux et autres produits de niche émergents tels que le sésame et la noix de cajou pourraient favoriser durablement la croissance des exportations.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (Fin) : Commerce intra régional

Profiter du potentiel commercial inexploité, en particulier au sein même de la région, est indispensable au développement agricole, estiment les auteurs. **Par exemple, les échanges de maïs local pourraient considérablement progresser.** D'après les chiffres de la FAO, entre 2005 et 2009, seulement 3% du maïs cultivé en Afrique de l'Ouest a été commercialisé au sein de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). "Le vrai défi pour l'Afrique de l'Ouest consiste à débloquer le potentiel commercial intra régional. Ce n'est pas une mince affaire, car cela suppose de surmonter bon nombre de contraintes", juge M. Elbehri. Parmi ces obstacles figurent la médiocrité des réseaux de transport, la réglementation excessive ou encore les politiques commerciales contradictoires des différents pays, facteurs qui retardent et renchérissent les échanges en Afrique de l'Ouest. Des solutions innovantes faisant intervenir à la fois le secteur public et le secteur privé sont indispensables pour améliorer l'accès des petits exploitants au crédit et aux marchés. A cet effet, l'ouvrage souligne que les pays doivent faciliter en priorité l'octroi de crédit et de ressources aux femmes, qui jouent un rôle central dans les filières alimentaires de base de la région. "Une grande partie de la production et de la transformation des cultures vivrières en Afrique de l'Ouest est le fait des femmes", rappelle M. Elbehri. Et de poursuivre ces pays ont besoin d'un soutien spécifique, d'une part, pour améliorer l'accès aux techniques d'allègement des tâches et au crédit pour la transformation et la commercialisation des denrées, et d'autre part, pour renforcer leurs capacités techniques et organisationnelles. La publication souligne encore l'importance de renforcer les organisations d'agriculteurs qui aident les exploitants à améliorer leur pouvoir de négociation avec les fournisseurs et les acheteurs. Elles jouent un rôle essentiel dans la défense des droits des agriculteurs et la concertation. Les principales recommandations de la publication ont pour but d'accélérer la mise en œuvre des programmes nationaux d'investissement agricole de la région au titre du Programme détaillé de développement agricole en Afrique (PDDAA).

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122

Bp : 17130 Dakar - Liberté - Tél/Fax : (221) 33 867 68 27

Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE - Cheikh MBAYE (Stagiaire)**ADMINISTRATION** : Ababacar GUËYE**SECRETARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE** : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)**IMPRESSION** : AMD GRAPHIC**DISTRIBUTION** : ADP**NINEA** : 00284430 CO**LOUGA : lancement d'un projet d'amélioration de la volaille**

(APS) - Un atelier de lancement du projet de diffusion à grande échelle d'un paquet de technologies visant l'amélioration de la productivité de la volaille locale, dans la zone sylvo-pastorale, s'est déroulé jeudi, fin décembre, au centre culturel de Louga (Nord).

«C'est un projet qui concerne toute la région de Louga et les deux départements de la région de Matam (Ranérou et Matam)», a expliqué Lalla Diassé Sall, directrice de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (AnCAR). L'objectif du projet est d'améliorer «les revenus monétaires des producteurs et leurs conditions environnementales», a-t-elle ajouté. Le projet prévoit 5.000 poussinières destinées aux producteurs et 1.000 poulaillers subventionnés, qui touchent 255 villages. Il y aura au total 5250 bénéficiaires, dont 3.675 femmes, pour un coût de 250 millions de F cfa jusqu'en 2017, a indiqué Mme Sall.

FONCIER : Le président de la FONGS pour une cohabitation harmonieuse des populations

(APS) - Le président de la Fédération des organisations non gouvernementales (FONGS), Babacar Diop, a plaidé, lundi fin décembre, pour une cohabitation harmonieuse entre les populations pratiquant des activités diverses sur l'ensemble de l'étendue du territoire national.

"Notre souci est de veiller à la cohabitation harmonieuse entre les populations partout où elles se trouvent", a dit M. Diop interrogé en marge d'une visite organisée par le Conseil national de concertation des ruraux (Cncr) dont il est l'administrateur et Enda-Graf, dans la communauté rurale de Gnith qui abrite le projet Senathanl Senhuile. "Dans ce sens, nous invitons à de larges concertations entre éleveurs, agriculteurs et autres promoteurs privés", a dit le maire de Ross-Béthio sous ses habits d'acteur du monde agricole. Le Cncr, selon lui, ne peut être contre un projet dont l'ambition déclarée est de contribuer au développement économique du pays, mais "nous avons l'obligation d'appuyer nos membres constitués de pasteurs, pêcheurs et paysans". Selon lui, "les aménagements dans la vallée du fleuve Sénégal n'ont pas tenu compte de l'élevage qui ne se pratiquait que dans la zone de Gnith où se trouve cette réserve affectée au projet Senhuile". "En tant qu'habitant de Ross-Béthio, mon champs se trouve dans cette communauté rurale. Cela montre que les populations sont ouvertes et accueillantes pourvu qu'on leur laisse mener leurs activités", a dit M. Diop. Le président de la FONGS a conduit durant deux jours une mission dans la zone impactée par le projet italien, source de plusieurs critiques de la part des éleveurs. Ces derniers, menacés de déguerpissement par ce projet qui occupe 20 000 ha de la réserve de Ndiabel où elles vivent depuis des décennies, se disent inquiets pour leur avenir.

Mamadou Thior distingué pour son soutien aux écovillages

(APS) - Le Réseau mondial des écovillages (GEN, sigle anglais) a désigné le journaliste Mamadou Thior de la Radiotélévision Sénégalaise (Rts Publique) comme «ambassadeur de l'année», a annoncé, Jeudi, fin décembre, à l'APS le président de la section Afrique de cette organisation, Aly Ousmane Pame, par ailleurs maire de Guédé Chantier (Nord). «J'ai le plaisir de vous informer qu'au cours de l'assemblée générale annuelle du Global Ecovillage Network Africa (GEN Afrique) tenue au Kenya du 10 au 14 décembre 2013, notre compatriote Mamadou Thior, journaliste à la RTS et ambassadeur de GEN Afrique, a reçu la prestigieuse distinction d'ambassadeur de l'année», écrit M. Pame dans un communiqué transmis à l'APS. Thior «était le seul à recevoir cet award (distinction) devant plusieurs autres confrères du continent. C'est un immense honneur pour la RTS et le Sénégal et, pour nous, une grande fierté», ajoute M. Pame, enseignant à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Cheikh Anta Diop. GEN Afrique explique qu'en distinguant ce journaliste, il salue «l'immense travail qu'il accomplit au profit des écovillages du Sénégal». Mamadou Thior est chef du département informations et sports de Radio Sénégal.



APPEL À PROPOSITIONS

GUICHET 4 : Diffusion à grande échelle de semences certifiées – Production de semences certifiées d'arachide sous irrigation – contre saison chaude 2014

30 Novembre 2013

P 1. CADRE DE L'APPEL

Le Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-alimentaires a pour but de financer des activités de recherches agricoles et agro-alimentaires considérées comme prioritaires par l'État, le Système National de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales (SNRASP), les partenaires au développement et les utilisateurs des résultats de la recherche. C'est dans ce cadre que le FNRAA a été désigné comme Agence d'Exécution (AE) pour assurer la gestion du guichet national de fonds compétitifs du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP – Sénégal) financé par l'État du Sénégal et la Banque Mondiale.

La reconstitution du capital semencier est une priorité majeure du Gouvernement du Sénégal dans sa stratégie de développement du secteur de l'agriculture. Un conseil interministériel tenu le 19 juillet 2013 sous l'égide du Premier Ministre a été exclusivement consacré à la reconstitution du capital semencier. Dans cette perspective, le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER) souhaite, en juin 2014, disposer d'environ 40.000 tonnes de semences certifiées d'arachide et pour ce faire, a contractualisé avec des opérateurs semenciers la production d'environ 30.000 tonnes de semences certifiées d'arachide pour l'hivernage 2013.

Lors du conseil interministériel, la demande du Gouvernement de compléter la production hivernale de semences certifiées d'arachide par une production de semences certifiées sous irrigation durant la contre-saison chaude 2014 a reçu des réponses favorables de plusieurs opérateurs et partenaires au développement dont le PPAAO/WAAPP. Dans ce cadre, le FNRAA, agence d'exécution du PPAAO/WAAPP, souhaite financer un projet de production sous irrigation de semences certifiées d'arachide des niveaux base, R1 et R2 pendant la contre-saison chaude 2014 afin de renforcer les quantités de semences certifiées d'arachide disponibles en juin 2014.

P 2. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Il s'agit pour cet appel de proposer un projet pour (i) produire, sous irrigation, pendant la contre-saison chaude (janvier-mai 2014) au moins 90 tonnes de semences de base, 180 tonnes de semences de niveau R1 et 360 tonnes de semences de niveau R2, (ii) collecter, conditionner et faire certifier toute la production obtenue et la rendre disponible en juin 2014. Les porteurs de projets devront veiller à ce que les variétés produites soient utilisables pendant l'hivernage 2014.

Afin de garantir la production des quantités souhaitées, le projet devra être implanté dans un ou des sites où la maîtrise de l'eau est totale et où les producteurs ciblés ont acquis une expérience dans la conduite de cultures irriguées.

Cet appel à propositions est ouvert aux institutions, aux petites et moyennes entreprises (PME) de production de semences et aux organisations/ de producteurs semenciers ayant un dispositif opérationnel sur le terrain (coopéra-

tives, groupements, associations de producteurs de semences certifiées agréées par les autorités compétentes), des compétences dans le domaine de la production de semences certifiées en terme de personnels qualifiés, de méthodes d'appui aux producteurs de semences certifiées et une expérience d'au moins cinq années dans la production de semences certifiées sous irrigation, pour **la soumission de projets de Diffusion à grande échelle de production de semences certifiées d'arachide**, telle que définie dans le manuel de Gestion des Projets révisé (version 2013) du FNRAA.

Seules les organisations/entreprises de producteurs semenciers sénégalaises sont éligibles à cet appel. Les coalitions pour exploiter les synergies et assurer une plus grande couverture sont fortement recommandées. Le dossier complet de soumission, sur papier et sur CD en format Word 97-2003 sous Windows, devra parvenir au FNRAA **le Jeudi 2 Janvier 2014 à 16 heures** au plus tard, la date d'enregistrement de la Direction Générale faisant foi.

P3. PROCEDURES DE SOUMISSION

Le dossier de soumission devra être transmis au FNRAA par le responsable de l'institution tutelle, de l'entreprise ou de l'organisation de producteurs coordonnateur de l'équipe du projet. La Direction Générale du Fonds, chargée de la réception, de la vérification de la conformité et du traitement préliminaire des prérequis d'éligibilité, apportera aux promoteurs toute l'assistance requise pour la compréhension des procédures et la préparation des dossiers de soumission.

P 4. CRITERES DE SÉLECTION DES PROPOSITIONS

Les critères de sélection des projets de production de semences certifiées d'arachide sont entre autres : (i) la qualité technique de la proposition, (ii) les variétés de semences d'arachide proposées, (iii) la pertinence par rapport à la demande, à la stratégie nationale de reconstitution du capital semencier et aux objectifs de développement du PPAAO/ WAAPP, (iv) la qualité de l'équipe du projet et des partenaires impliqués, (v) la qualité des infrastructures de production et de stockage, (vi) la stratégie de mise en marché pour une large diffusion aux producteurs et (vii) les capacités à intégrer la dimension environnementale, sociale et genre dans la mise en œuvre de la proposition.

P 5. PUBLICATION DES RESULTATS

La liste des projets sélectionnés par le Comité de Pilotage du Système National de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales (SNRASP) et de Gestion du FNRAA sera publiée dans les mêmes supports que le présent appel à propositions. Les équipes primées seront invitées à une négociation avec le FNRAA. Chaque soumissionnaire de l'appel à propositions recevra sous pli confidentiel le rapport d'évaluation de son projet.

Dr Samba Sall
Coordonateur Scientifique

OIT : Des journalistes cultivent le travail décent dans les exploitations agricoles

(Jade/Syfia)-Pour promouvoir le travail décent dans le monde rural, le journaliste doit avoir la passion d'y aller et d'y effectuer des reportages de qualités. Mais auparavant, il faudra apprendre à connaître et à aimer ce milieu rural qui n'est pas "arriéré", mais riche de sa diversité. . . .

■ PAR MADIENG SECK

"Les journalistes doivent porter plus haut le message du travail décent dans les exploitations agricoles qui peuvent être, aujourd'hui, source d'emplois pour de nombreux jeunes, a déclaré François Murangira, directeur régional de l'Organisation Internationale Travail (OIT) à Dakar.

M Murangira s'exprimait à l'issue d'un atelier de formation de journalistes deux jours à Dakar (16-17 décembre 2013) sur le thème : Couverture médiatique des zones rurales".

Pour François Murangira, "les journalistes doivent promouvoir le travail décent (lire encadré) dans l'agriculture, le rendre attractif et faire en sorte que les jeunes puissent trouver du travail chez eux, éviter l'exode rurale et l'émigration clandestine".

L'atelier avait regroupé journalistes agricoles de tous âges venus de la presse écrite, des radios (publiques, privées Fm, communautaires) et de la télévision nationale sénégalaise. Il y avait aussi les responsables de services de communication de départements ministériels impliqués et ceux du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR).

La passion du monde rural

Pour le patron de l'OIT à Dakar, aucun pays au monde ne s'est développé sans l'agriculture. Mais en Afrique, "le travail agricole est dévalorisé", a dit M Murangira s'adressant aux journalistes. "Il faut donc changer les mentalités et le Bit est disposé à renforcer et appuyer le réseau mis en place", leur a-t-il lancé.

Au cours de cet atelier, les journalistes avaient échangé leurs expériences autour d'exemples de thèmes : Où et comment trouver un bon sujet d'article dans le monde rural ? Où trouver les faits chiffres pour en savoir plus sur l'économie rurale ? Comment y parvenir pour produire un reportage de qualité qui intéresse les citoyens et les pousser à la lecture ? La dimension humaine du travail du journaliste et sa responsabilité sociale ? Autant de questions suscitées par le formateur du jour Abdoulaye Barry de la RTS et l'organisateur de la rencontre Djibril Ndiaye de l'OIT.

Au cours des échanges entre jeunes journalistes et "grands reporters doyens", ces derniers avaient prodigué des conseils : "il faut avoir la passion du monde rural et viser à produire de bons reportages", avait appelé Abdourakhmane Koïta de la RTS. Puis de lancer aux plus jeunes "Il m'arrivait de payer de ma poche pour aller effectuer des reportages en campagne, quitte à me faire rembourser après..."



Les travailleurs ruraux doivent occuper le devant de l'actualité

Pour animer cet atelier, du reste bien participatif, M Barry avait auparavant essayé d'amener les participants à "briser les stéréotypes !" souvent collés au monde rural, afin d'y porter un regard neuf et positif. Communicateurs, journalistes et producteurs agricoles s'y étaient bien tirés. Car les zones rurales n'étaient plus vues comme "pauvres et arriérées", "renfermées et improductives" ; mais plutôt moteurs de changements et d'innovations dans l'économie nationale. En effet, les exploitations familiales agricoles (dont on fête en 2014 l'année internationale) assurent aujourd'hui 80% de la production agricole au Sénégal. Elles participent à la sécurité alimentaire et approvisionnent 61% des produits alimentaires du panier de la ménagère, selon l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal (ANDS).

Avec cet atelier de l'OIT/Dakar, les journalistes ont compris l'idée que les ruraux, qui représentent plus de 60% de la population active du Sénégal, peuvent être de bonnes sources d'informations pour de bons reportages et occuper ainsi le devant de l'actualité.

Malheureusement cela n'a pas été du tout le cas avec la revue de la presse faite "hic et nun" à l'ouverture de la rencontre. Les rares quotidiens parcourus avaient, ce jour là, beaucoup parlé des politiciens de tout acabit, du Sénégal des vols et des viols, de la culture urbaine, et non de l'agriculture, même péri urbaine.

Bravo à l'équipe du CNCR qui a improvisé une intéressante conférence de presse sur le foncier, la femme dans l'exploitation familiale, le chômage des jeunes, etc.

TRAVAIL DÉCENT : C'est quoi même ?

Selon l'OIT, le travail décent résume les aspirations des êtres humains au travail. Il implique la possibilité d'accéder à un travail productif et justement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et une protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale. Dans le travail décent, il y a aussi la liberté de l'employé d'exprimer ses revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent sa vie, l'égalité des chances et de traitement pour tous, femmes et hommes. Cependant, avec l'évolution sociale de ce 21^{ème} siècle industriel, l'éthique devrait de plus en plus se retrouver dans les étiquettes des produits du monde entier. L'éthique dans l'étiquette devrait bien prendre en compte les notions de dignité, d'égalité, de légalité et de justice. Du côté des employeurs pris individuellement, l'éthique doit faire référence à des valeurs morales pour distinguer le Bien du Mal. Les valeurs, en effet, sont liées à la culture.



Exploitation familiale !

Au Sénégal, où on dénombre 450 000 à 500 000 exploitations familiales, selon feu Ndioguou Fall, le coup d'envoi de l'AIAF a été donné le 17 décembre dernier à Dakar par le Cncr (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux). Ce mouvement paysan, largement représentatif, a acquis, hilaires, houes, et petites machines agricoles en main, ses lettres de noblesse dans le landerneau du monde paysan. Oh Pardon ! Le monde agricole devrais-je dire. Avec ses slogans bien connus qui ont noms : concertation, négociation et solidarité, le Cncr a cultivé son ancrage chez les petits agriculteurs sénégalais et africains de la sous-région. Ce triptyque du Cncr a inspiré dans la sous-région et au-delà, bon nombre d'organisations de producteurs (Op) africaines. Il en est ainsi, depuis la génération des "65" jusqu'à l'avènement du ROPPA, (Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest), une multitude d'Op s'est appropriée sage triptyque.

Au Sénégal encore, c'est le Cncr et la Fongs-Action paysanne qui ont défriché cette notion d'exploitation familiale, depuis l'ère de la première alternance en 2000. Dix ans plus-tard, forts de leurs arguments critiques, ils sont arrivés à décliner l'idée selon laquelle "les exploitations familiales peuvent nourrir le Sénégal..."

Cette belle formule n'a pas jamais été une coquille vide. Loin s'en faut. Car, trois ans après, plus exactement en octobre 2013, la Fongs Action-paysanne est venue dessiller les yeux des Sénégalais sur la viabilité et la vitalité de cette formule. En effet, lors d'un forum sur la question, de petits agriculteurs ont témoigné de leur vie quotidienne d'exploitants familiaux. Des exploitants familiaux qui s'en sortent parfois bien, gagnant parfois même des centaines de milliers de F cfa pour nourrir leur famille, voire des millions de F cfa. Exploitants familiaux millionnaires, Oui ! Grâce à l'encadrement technique interne et à la recherche. Oui ! Pourquoi ne pas le dire.

Cependant, il faut bien le souligner, la problématique foncière, celle de l'eau et du crédit agricole, l'insuffisance des intrants, des échanges commerciaux sud-sud, des investissements publics et privés, font que ces exploitants familiaux souffrent de la rançon de leur succès relatif. Car ces exploitants familiaux risquent d'être des colosses au pied d'argile...

Un vrai challenge !

Madieng SECK

Entretien avec...

...DR PAPE NDIËNGOU SALL, DG DU FNRAA

"Quelques six milliards de F cfa pour 100 projets de recherches agricoles et agro-alimentaires"

Sur un ton confiant et rassurant, le Dr Pape Sall, Directeur Général du Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-alimentaires (FNRAA), explique la contribution de sa structure dans la politique de financement de la recherche agricole et agroalimentaire de l'Etat.

Agri Infos : Qu'est ce que le FNRAA ?

Dr Pape Sall : «Le FNRAA, est le Fonds national de recherches agricoles et Agroalimentaires. Il a été mis en place il y'a un peu plus d'une dizaine d'années par l'Etat, en partenariat avec les utilisateurs des résultats de recherche, les partenaires au développement, les collectivités locales et les Organisations de producteurs (Op). La vision du fonds est de créer les conditions de financements diversifiés et durables de la recherche agricole et agroalimentaire du Sénégal. Le FNRAA est une association d'utilité publique dans laquelle l'Etat et ses différents

partenaires sont les membres fondateurs. Son objectif principal est de favoriser le partenariat entre les structures, donc de créer des synergies et de faire en sorte qu'on arrive à un décloisonnement institutionnel pour favoriser l'émergence d'équipes. C'est-à-dire, faire en sorte que pour la prise en charge de problématiques communes et partagées, on arrive à constituer et à consolider des équipes pluridisciplinaires et pluri-institutionnelles avec des compétences et des expertises avérées ».

Donc c'est un partenariat où on essaie de jouer sur les avantages comparatifs des différents acteurs



prennent leur part dans la recherche agricole et agroalimentaire. Vous connaissez le potentiel extrêmement important des Universités, aussi bien au niveau des enseignants, qu'au niveau des étudiants. C'est un potentiel qu'il faut mettre à la disposition du monde rural. Le FNRAA, à travers ses projets de financements, essaie de consolider ce système de recherches agricoles et agro sylvo pastoral. A ce titre, il permet aux chercheurs de travailler ensemble et de s'entendre sur ce que doivent être les recherches agricoles et agro sylvo pastorales sur un horizon de 10 à 15 ans. En effet, on essaie de voir quelles sont les priorités qui vont s'imposer à nous pour pouvoir prendre les dispositions utiles et nécessaires ».

«Le FNRAA participe également à la formation des jeunes chercheurs pour l'élaboration des projets de qualité. On est dans un monde de compétition et les ressources sont rares. Il ne suffit pas d'être bon mais il faut faire partie des meilleurs». «L'autre étape c'est que le FNRAA participe aussi à la formation de la valorisation des résultats de recherches sous une forme digeste et accessible aux différents utilisateurs.

N'empêche y'a des chercheurs qui continuent à dire qu'au Sénégal l'Etat ne finance pas la recherche. Qu'en pensez-vous ?

«Le cas échéant, ce serait un mauvais procès fait à l'Etat. Au Sénégal, l'Etat finance la recherche agricole et agro alimentaire et met ses ressources propres de façon directe pour financer des projets stratégiques et ses institutions de recherche. Il est cependant vrai que des efforts supplémentaires devront être faits par l'Etat en termes d'infrastructures, d'équipement et de fonctionnement. Sur les semences par exemple, l'Etat estime qu'il ne faut pas laisser la place à d'autres partenaires parce que le problème des semences est important, stratégique et déterminant pour lui.

milliards de F cfa. Ces projets varient selon leur ampleur, leur amplitude, la couverture géographique et les cibles qui sont visées. On peut avoir des projets d'une cinquantaine de millions de F cfa, comme on peut avoir des projets qui avoisinent le milliard de F cfa. Parce qu'aujourd'hui, on est dans une phase de diffusion à grande échelle. Toutefois, le FNRAA continuera à faire de la recherche stratégique, appliquée, adaptative et de développement. Nous sommes arrivés à un point où toutes ces technologies financées soient diffusées à une large échelle ; aussi bien en terme de populations ciblées que de couverture géographique. C'est la raison pour laquelle le FNRAA soutient de grands projets structurants sur l'incorporation de céréales locales dans la panification, la gestion durable des terres, la mécanisation agricole et les semences. Pour cette dernière, le Fonds a financé pour près d'un milliard de F cfa, depuis les semences pré base jusqu'aux semences communautaires pour participer à la reconstitution du capital semencier. Il y'a des projets qui concernent les principales spéculations pour couvrir nos besoins alimentaires et aller vers le marché sous-régional.

Vous avez travaillé, fin décembre, sur le budget 2014 du FNRAA, peut-on s'attendre à de belles perspectives ?

«Nous avons des ressources importantes comme d'habitude grâ-

"Réaliser une telle mission, c'est mettre ensemble plusieurs structures autour de projets structurants et faire en sorte que les Universités prennent leur part dans la recherche agricole et agro alimentaire."

pour arriver à financer, avec les ressources disponibles, des projets considérés comme prioritaire par l'Etat et ses différents partenaires.

Comment le FNRAA finance les projets de recherche ?

«Pour financer les projets dans la rigueur et la transparence, il y'a des mécanismes et procédures consignés dans un manuel de gestions des Projets qui a été validé par les différentes instances du Fonds.

L'organe de décision qui est le Comité de Pilotage du SNRAS (Système National de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales) et de Gestion du FNRAA, appelé (CPG) attribue les financements et juge de la pertinence des projets en fonction de l'urgence de la demande exprimée. «Le second organe est le Comité Scientifique et Technique (CST). C'est un organe consultatif qui s'occupe de l'évaluation de la qualité scientifique et technique des projets et des équipes ».

Et enfin l'organe exécutif qui est la Direction Générale du FNRAA qui a pour principale mission de préparer et de soumettre à l'adoption du CPG les projets de budget et de programme annuel d'activités du Fonds. Il apporte également aux équipes toute l'assistance requise pour la bonne préparation des dossiers de soumissions.

De façon périodique le FNRAA lance des Appels à propositions, donne des délais, un canevas et demande aux équipes de se référer à son manuel de gestion dans lequel

toutes les règles du jeu sont fixées. C'est cela l'avantage du dispositif, puisque ce sont des fonds compétitifs et, sous ce rapport, il ne devrait souffrir d'aucune contestation. On essaie d'être le plus transparent possible. C'est la raison pour laquelle les règles du jeu sont fixées à l'avance pour que les soumissionnaires sachent sur quels critères ils vont être jugés. Cela permet de donner une certaine crédibilité au FNRAA et surtout une certaine attractivité vis-à-vis des autres partenaires au développement ».

On peut dire que c'est ça la contribution du FNRAA et de l'Etat dans le financement de la recherche ?

«Aujourd'hui le FNRAA est le bras financier de la recherche, et pour bien comprendre cela il faut remonter à la Loi d'Orientation Agro Sylvo Pastorale (Loasp) promulguée en 2004. Cette Loi demande à ce que le FNRAA contribue à la mise en place et à la consolidation d'un Système national de recherches.

«Et c'est que nous sommes en train de faire en recherchant le collectif au détriment de l'individuel. Cela veut dire que financer des projets de recherche, ce n'est plus financer l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), l'Agence nationale de conseil agricole et rural (AnCAR), l'Institut de technologie alimentaire (Ita) ou les Universités séparément. Mais financer la recherche aujourd'hui c'est mettre ensemble toutes ces structures et faire en sorte que les Universités

"Le FNRAA a financé plus de cent (100) projets sur la recherche stratégique, la recherche-développement, la mise au point de technologies et sur les semences pour un montant global de plus de six milliards F cfa"

ce à la contribution de l'Etat. Nous allons continuer à bénéficier des ressources de la Banque mondiale avec qui nous nous sommes engagés sur le moyen terme. D'autres partenaires sont avec nous. C'est l'Usaid. D'abord à travers le Projet Era/Usaid et ensuite directement avec l'Agence américaine. Pour l'Union européenne (UE), nous avons mis à profit l'arrivée, en octobre à Dakar, du Commissaire européen en charge de l'Agriculture et du Développement Durable pour lui exprimer la nécessité et le besoin de soutenir le dispositif de financement de la recherche agricole et agroalimentaire. Nous avons eu, de sa part, une oreille attentive. Il nous appartient maintenant de lui soumettre une requête dans ce sens ».

Est-ce qu'on peut avoir une idée de la masse financière que brasse le FNRAA pour financer la recherche agricole et agro-alimentaire ?

«Le financement varie d'une année à une autre. Cela dépend des besoins qui sont exprimés. Mais globalement, on peut dire que depuis sa création, le FNRAA a financé plus de cent (100) projets pour un montant global de plus de six (6)

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK ET ABABACAR GUËYE

VŒUX DE NOUVEL AN :

Macky annonce une pluie de milliards pour l'Agriculture

(Jade/Syfia) - Après le relèvement du prix au producteur d'arachide à 200 F cfa le kilogramme cette année, le Chef de l'Etat Macky Sall a annoncé pour près de 100 milliards de F cfa, des financements qui pourraient aller au bénéfice de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche au Sénégal.

Le Chef de l'Etat Macky Sall a annoncé une pluie de milliards de F cfa pour l'Agriculture. C'était à l'occasion de la présentation des vœux de nouvel An. S'adressant à ses concitoyens vivant dans le monde rural, le chef de l'Etat leur a rappelé les bons résultats de la dernière campagne hivernale. "Comme l'année dernière, a-t-il souligné, la campagne hivernale a donné de bons résultats, grâce au labeur des producteurs et à l'appui du Gouvernement. Dans le même élan de soutien au monde rural, nous avons relevé le prix du kilogramme d'arachides de 190 à 200 F cfa. Mais, pour mieux valoriser nos produits locaux et hâter la réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire, nous devons accélérer la modernisation de notre agriculture et de notre élevage.

Plus de 42 milliards de F cfa pour l'Agriculture et l'Elevage

A cette fin, indique le Président de la République, la Banque Mondiale vient d'accorder au Sénégal un financement sans intérêt de 43 milliards de F cfa, en soutien à l'agriculture, l'agro-industrie, l'irrigation et la ges-

tion des terres. Nous allons aussi acquérir, d'ici la prochaine campagne agricole, une large gamme de matériels et équipements pour l'agriculture et l'élevage, pour plus de 42 milliards de F cfa ; en plus de l'aménagement de 30 000 hectares au titre du Programme des Domaines agricoles communautaires, dédiés aux jeunes, dont le financement sera bouclé au premier trimestre de l'année 2014. Le Chef de l'Etat, s'est félicité de sa visite au Ranch de Dolly. "Après mes visites à Koung-Koung Sérère et Dolly, je me réjouis des nouvelles perspectives ouvertes pour le secteur de l'élevage, avec la modernisation des infrastructures, y compris la réalisation d'abattoirs modernes et l'équipement en véhicules des Services vétérinaires. Au soutien de l'agriculture et de l'élevage, le Gouvernement réalisera un plan quinquennal de 300 forages, a promis le Chef de l'Etat, en plus de l'extension des réseaux sur les forages déjà existants". S'agissant de la Pêche, Macky Sall a annoncé la relance de la filière thonière qui va permettre de sauver plus d'un millier d'emplois et de créer une nouvelle dynamique d'activités



génératrices de revenus. Le développement de l'aquaculture por-

tera à six les sites de reproduction en 2014, pour 1000 nouveaux

emplois directs et une production attendue de 16 000 tonnes.

Campagne de commercialisation d'arachide : Près de 22 000 tonnes collectées

(Jade/Syfia) - Depuis le démarrage de la campagne de commercialisation d'arachide, en décembre dernier, près de 22 000 t d'arachides, dont plus de 2000 t de semences certifiées ont été collectées, a appris, selon le communiqué du Conseil des Ministres paru début janvier.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural (Maer), le Dr Papa Abdoulaye Seck a, dans le communiqué, soutenu que "les opérations de collecte vont aussi démarrer dans la zone sud. Selon le communiqué, cette campagne a été rendue possible grâce à un financement mobilisé auprès de la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (Cncas), d'un montant de plus d'un demi-milliard de F cfa". «Au total, précise-t-il, la Cncas a accordé un financement de près de neuf milliards de F cfa à la date du 31 décembre 2013.» Le chef de l'Etat, Macky Sall, a alors invité «le gouvernement à s'assurer de la pleine réussite de la présente campagne de commercialisation agricole et à préparer, dès à présent, la prochaine campagne hivernale 2014». Le président de la République a également demandé que l'accélération du programme de reconstitution du capital semencier ainsi qu'à l'équipement rural soient prises en compte.

ARACHIDE : L'Etat n'a subventionné aucun huilier, selon Amadou Bâ



(APS) - L'Etat n'a subventionné aucun huilier cette année, pour la campagne de commercialisation de l'arachide, a déclaré lundi, fin

décembre, le ministre de l'Economie et des Finances, Amadou Bâ. «Nous n'avons pas subventionné la Suneor, cette

année. Nous n'avons donné aucune subvention à aucun huilier. On n'a donné aucune subvention à aucun huilier. Les huiliers, la

Suneor notamment, demandent encore une subvention. Le gouvernement, à ce jour, refuse de donner une subvention», a-t-il précisé.

Selon M. Bâ, 20 milliards de francs CFA ont été décaissés par l'Etat, pour payer la dette due aux opérateurs économiques intervenant dans la commercialisation de l'arachide. Une partie de ce montant servira à acheter 50.000 tonnes d'arachide, pour le ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural, a-t-il indiqué. Amadou Bâ était interpellé par le député Oumar Sarr de Rewmi, lors de l'examen de la seconde loi de finances rectificative (LFR) de 2013, par les députés. Une nouvelle campagne de commercialisation de l'arachide a démarré en décembre. La production d'arachide est estimée à 700.000 tonnes, en 2013, selon le ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural.

Le Comité national interprofessionnel de l'arachide (CNIA),

qui réunit des acteurs de cette filière agricole, a fixé le prix du kilogramme d'arachide à 200 francs CFA, pour la campagne en cours (2013-2014). Le prix a augmenté de 5% par rapport à son niveau, lors de la précédente campagne, en 2012-2013. Les fabricants d'huile d'arachide ont exprimé leur désaccord avec cette décision, en estimant que le prix fixé au Sénégal est en baisse de 30% par rapport aux cours mondiaux de l'huile. Les opérateurs économiques intervenant dans la campagne souhaitent que le gouvernement subventionne la production d'arachide, pour leur faciliter son écoulement à l'étranger. «Nous voulons que les huiliers participent à la campagne de commercialisation de l'arachide. [...] Nous sommes en train de discuter avec les huiliers. Nous ne sommes pas tombés d'accord. Aux dernières nouvelles, l'un des huiliers a accepté de participer à la campagne», a expliqué Amadou Bâ.

KATANGA

La régularité des trains booste la production agricole

(Syfia Grands Lacs RD Congo) Depuis que le trafic ferroviaire est redevenu régulier au Katanga, les agriculteurs peuvent à nouveau vendre leurs produits, jusqu'alors importés de Zambie, sur les marchés de la capitale provinciale. Pour augmenter leur production et assurer l'approvisionnement de la ville, les producteurs demandent que les autorités considèrent leur secteur comme une priorité.

■ PAR MAURICE MULAMB

A l'entrée de la gare de Lubumbashi (capitale de la province du Katanga au sud-ouest de la RD Congo) ce matin de novembre, des camions attendent les marchandises qui sortent des wagons de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Des chariots font des va-et-vient, transportant maïs, haricot, tomates, oignons, huile... Au marché Rail, un peu éloigné de la gare, les vendeurs connaissent déjà l'horaire des trains. «Je ne suis pas allé à Kasumbalesa (poste frontière entre la RDC et la Zambie, Ndlr) hier parce que je savais que le train devait arriver ce mardi», explique un des commerçants, Adolphe Mpongo.

Au passage du train, Mpongo a acheté pour les revendre, haricots, pommes de terre, oignons... Depuis environ trois mois, les trajets réguliers des trains permet aux habitants de Lubumbashi de s'approvision-

ner en produits vivriers qui viennent de l'intérieur de la province. Leurs prix bon marché attirent désormais plus d'acheteurs que ceux des produits importés de Zambie qui coûtent un peu plus cher. Romain Malonga, opérateur économique de Lubumbashi estime que cette concurrence entre les produits locaux et ceux qui viennent de l'extérieur est un point de départ vers l'indépendance alimentaire. «Nous sommes restés dépendants de la Zambie sur le plan alimentaire pendant des années, alors que nos territoires produisent aussi. Il suffit d'évacuer les produits agricoles des lieux de production vers ceux de consommation, nous cesserons de dépendre de l'extérieur», soutient-il.

Nourrir la province

Les producteurs eux aussi se réjouissent. Une dizaine de camions de fermiers attendent ce mercredi de novembre à l'en-



trepôt d'Amie-Congo à Lubumbashi. Ils doivent être servis en semences de maïs et en engrais. Certains fermiers sont réconfortés par le désenclavement de leurs territoires grâce à la reprise du trafic ferroviaire. Ils ont même doublé leurs espaces à cultiver. D'autres sont mobilisés par la mesure des autorités zambiennes de suspendre

toute subvention à l'agriculture dans ce pays dont ils craignent les conséquences. «Les prix des produits agricoles vont augmenter en Zambie incessamment, avec des effets fâcheux à Lubumbashi», affirme le fermier Serge Mukala. Il estime que les Katangais doivent cultiver et manger les produits de leurs champs.

Dans son contrat-programme 2013 avec le gouvernement national, le Katanga prévoyait un appui en semences et intrants agricoles à 15 000 paysans et un autre appui pour 10 000 hectares à répartir entre les producteurs émergents. Le tout pour un coût de 20 milliards de FC. Ce qui a nourri l'espoir de beaucoup de gens. Mais «le gouvernement central n'a décaissé jusque là que 5 milliards de FC», s'indigne le ministre provincial de l'Agriculture, Barthélemy Mumba. Ainsi, au lieu des 25 000 sacs de semences de maïs prévus, la province n'en a acheté que 12 000. Sur 105 000 sacs d'engrais prévus, 27 000 seulement sont disponibles. Les agriculteurs s'en plaignent. «Quand on a déjà labouré de grandes superficies et que l'on n'a pas les semences et intrants qu'il faut, on est perdu», regrette Paul Kieta, agriculteur au village Bulaya sur la route Kasenga qui a labouré 50 hectares mais n'a reçu des semences et des intrants que pour une vingtaine d'hectares.

Les paysans font pression

«Si l'agriculture n'est une priorité que dans les discours politiques, son impact est zéro», scandaient ce 22 novembre les paysans agriculteurs qui marchaient dans les rues de Lubumbashi. Par ce mouvement, ils ont voulu alerter la population et les institutions provinciales pour que l'agriculture devienne prioritaire dans la province. Les 8 % du budget de la province qui sont alloués à ce secteur servent à 80 aux dépenses de fonctionnement du ministère et des inspections provinciales. Les 20 % restants ne couvrent pas les besoins en production agricole. «Nous devons avoir honte de continuer à dépendre de l'extérieur. Nous voulons que les autorités nous soutiennent parce que c'est nous qui nourrissons cette ville», fait remarquer Elie Ngoy, agriculteur dans la vallée de Lufira.

Dans une proposition d'édit déposée au ministère provincial de l'Agriculture, les paysans ont exigé que le budget de la province consacre 20% à l'agriculture dans dont 80%, indiquent-ils, pour la production. Ils exigent en plus de travailler en toute quiétude et que leurs terres soient sécurisées. Car fait savoir Désiré Lubiri, cultivateur sur l'axe Sangwa, «nous sommes à la merci des exploitants miniers qui peuvent nous déloger à tout moment».

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

La filière riz menacée par le faible remboursement du crédit agricole



(APS) - Le faible taux de remboursement des crédits agricoles enregistré par les institutions financières dans la vallée du fleuve Sénégal risque de compromettre l'avenir de la filière riz, ont averti jeudi plusieurs de leurs responsables.

"Nous en sommes à moins de 50% de taux de remboursement pour un financement d'un milliard 600 millions pour la contre saison chaude", a déclaré Cheikh Ndiaye, chef du réseau de

la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (Cncas), au cours d'un atelier sur la commercialisation du riz de contre-saison chaude. Sa banque n'a pu récolter que 625 millions de F cfa. A auprès des débiteurs dont certains ont contractualisé avec des industriels qui tardent à enlever le produit.

Ce qui occasionne des dommages et compromet la solvabilité de la Cncas, obligée parfois d'enchaîner avec une autre cam-

pagne. Dans la vallée, les producteurs sont actifs, notamment pour la contre-saison chaude et l'hivernage. Du côté du Crédit Mutuel du Sénégal (Cms) qui a injecté pour la contre-saison chaude 274 millions de F cfa, le taux de remboursement est évalué à 7% par le superviseur commercial de la direction régionale de Saint-Louis, Mboye Badiane.

"Pour cette campagne, le Cms a voulu se lancer dans une opération structurée, mais la situation n'est guère reluisante, et nous avons couru beaucoup de risques", a déclaré M. Badiane, appelant à une large concerta-

tion entre les acteurs pour le règlement des difficultés enregistrées.

La Mutuelle d'épargne et de crédit (Mec) de la Fédération des associations et groupements des femmes productrices du delta et de la vallée du fleuve Sénégal (Feprodes) vit cette situation depuis 2011 et cumule des arriérés de remboursement de 400 millions de F cfa, a indiqué sa directrice, Penda Guèye, qui appelle l'Etat à réagir pour sauver la filière. Elle déplore le papillonnage adopté par les producteurs qui ont tendance à changer de structure financière, après avoir

contracté des dettes non remboursées chez une autre. Elle explique que compte tenu du fait que les banques ne financent que les groupements et autres organisations de producteurs, la Feprodes avait pris le risque de les financer individuellement pour de petites sommes. Sa collègue du Réseau des femmes transformatrices et commerçantes, Soukeyna Guèye est également affectée par ce phénomène. Son réseau a engagé des sommes évaluées à 700 millions de F cfa en 2011, mais a été victime de l'attitude des producteurs qui tardent à rembourser.



ECHOS DES CEREALES

Période du 07 au 15 janvier 2014

Céréales/Prix/Kg	Riz local	Riz non parfumé	Mil	Maïs	Fonio
Dakar (Castors)	Indisponible	260 F cfa	250 F cfa	250 F cfa	
Saint Louis (Mpal)	240 F cfa	270 F cfa	250 F cfa	250 F cfa	-
Kaolack/Dramé Escale)	Indisponible	270 F cfa	220 F cfa	200 F cfa	-
Kaffrine	Indisponible	270 F cfa	220 F cfa	200 F cfa	-
Thiès Touba Toul	Indisponible	270 F cfa	220 F cfa	200 F cfa	-
Diourbel/Ndangalma	-	270 F cfa	200 F cfa	200 F cfa	
Matam	240 F cfa	250 F cfa	200 F cfa	200 F cfa	-
Louga	-	270 F cfa	220 F cfa	200 F cfa	